RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1987 B 11318

Numéro SIREN : 342 889 326

Nom ou dénomination : HOLDING FINANCIER JEAN GOUJON

Ce dépôt a été enregistré le 19/06/2023 sous le numéro de dépôt 73543

HOLDING FINANCIER JEAN GOUJON
Société par actions simplifiée au capital de € 47 872
Siège social : 3, rue de Messine, 75008 Paris
342 889 326 RCS Paris
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU
27 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt-trois,

le vingt-sept avril,

Les actionnaires de la Société (« les **Actionnaires** ») ont été convoqués en assemblée générale, afin de voter sur la refonte des statuts. Monsieur Edouard de Rothschild représente Mademoiselle Aliénor de Rothschild, Monsieur David de Rothschild, Monsieur Ferdinand de Rothschild et Monsieur Louis de Rothschild, les 3 premiers lui ayant conféré un pouvoir et le dernier étant mineur et représenté par son tuteur. Les Actionnaires présent et représentés détiennent 2.992 actions de la Société, soit l'intégralité du capital.

Monsieur Edouard de Rothschild préside la séance. Monsieur Jean Mirat est appelé comme scrutateur et fait office de secrétaire.

Le cabinet Cailliau Dedouit et Associés, représenté par Monsieur Jean-Jacques Dedouit, commissaire aux comptes de la Société, a été informé.

* * *

PREMIERE RESOLUTION

Refonte du pacte d'actionnaires

Les Actionnaires décident de refondre les statuts ainsi qu'il suit :

« HOLDING FINANCIER JEAN GOUJON
Société par actions simplifiée au capital de EUR 47 872
Siège social 3, rue de Messine, 75008 Paris
342 889 326 RCS Paris

Article 1 – Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles L.227-1 et suivants du Code de commerce et leurs textes d'application, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut pas faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Objet

La société (la « Société ») a pour objet toutes activités de caractère financier directement ou par l'intermédiaire de tiers, pour elle-même ou pour le compte de tiers.

La Société pourra également participer, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou toute autre forme de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements. Enfin, elle pourra procéder également au dépôt, à l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques ou brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 – Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale : « Holding Financier Jean Goujon » ou en abrégé « HFJG ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à Paris (75008) 3, rue de Messine.

Il peut être transféré en tous lieux par décision du Président.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire, la décision de transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision collective des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Article 6 – Capital social

Le capital est fixé à la somme de EUR 47 872 (quarante-sept mille huit cent soixante-douze euros), divisé en 2 992 (deux mille neuf cent quatre-vingt-douze) actions de EUR 16 (seize euros) de valeur nominale chacune, toutes de numéraire et entièrement libérées.

Article 7 – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous, en cas de silence des statuts, les dispositions légales s'appliquent.

A. Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise à l'unanimité des voix des associés présents et représentés, ou par décision de l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 19 des présents statuts. Le rapport du Président est tenu à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'augmentation de capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

L'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation. Elle statue sur rapport du Président et sur celui des commissaires aux comptes à peine de nullité.

En cas de suppression ou de renonciation au droit préférentiel de souscription, les règles posées par les articles 10 à 12 seront applicables de plein droit.

Sauf dérogations légales, le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts. Le Président doit présenter à l'assemblée un rapport contenant les indications suivantes :

- motifs de l'augmentation de capital ; et
- marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours et si l'assemblée annuelle d'approbation des comptes n'a pas encore été tenue, pendant l'exercice précédent.

Un rapport spécial du commissaire aux comptes est requis en cas de suppression du droit préférentiel de souscription.

Le commissaire aux comptes doit également présenter un rapport lors des assemblées appelées à statuer sur des opérations qui constituent des augmentations de capital différées.

Si l'augmentation du capital procède d'un apport en nature ou si elle donne lieu à l'attribution d'avantages particuliers, le commissaire aux comptes devra présenter un rapport spécial à l'assemblée.

Ces rapports sont tenus à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée appelée à statuer sur l'augmentation de capital.

B. Réduction de capital

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des actionnaires à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés. Elle peut déléguer au Président tout pouvoir pour la réaliser. En aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en une Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le projet de réduction du capital social est communiqué aux commissaires aux comptes suffisamment à l'avance.

Les commissaires aux comptes doivent présenter à l'assemblée générale un rapport dans lequel ils font connaître leur appréciation sur les causes et les conditions de l'opération. Il leur appartient aussi de vérifier que l'égalité entre actionnaires a bien été respectée.

Ce rapport est tenu à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée appelée à statuer sur la réduction de capital.

Lorsque le Président réalise l'opération sur délégation de l'assemblée, il en dresse procès-verbal et procède à la modification corrélative des statuts.

S'il existe des actions de plusieurs catégories, il faut réunir des assemblées spéciales groupant les actionnaires dont les droits sont diminués par l'effet de la réduction.

Article 8 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la Société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 9 – Modalités de la transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Elles demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les actions sont librement négociables sous réserve des dispositions des articles 10 à 12 des présents statuts. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 10 – Information en cas de changement de contrôle d'un associé

En présence d'associés personnes morales, elles auront l'obligation d'annexer aux présents statuts une note contenant les informations sur le montant de leur capital, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés ou actionnaires et tous éléments juridiques permettant de déterminer l'associé ou actionnaire ou le groupe d'associés ou d'actionnaires détenant le contrôle de la personne morale.

Toute modification de ces données devra être notifiée par l'associé concerné au Président de la Société dans le délai de quinze jours. Si ces modifications entraînent un changement dans le contrôle de la Société associée au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, la cession de ses parts doit faire l'objet d'un agrément par la Société Holding Financier Jean Goujon dans les conditions de l'article 12 B. des statuts.

Si l'associé personne morale manque à son devoir d'information, et en cas de défaut d'agrément la Société peut mettre en œuvre à son égard une procédure d'exclusion. Les modalités applicables en cas d'exclusion d'un associé sont fixées à l'article 11 des statuts.

Article 11 – Exclusion d'un associé

Un associé pourra être exclu de la Société et tenu de céder la totalité de ses actions par décision prise à l'unanimité des voix dans deux hypothèses :

- Lorsqu'il n'aura pas respecté l'obligation d'information ou en cas de défaut d'agrément prévus à l'article 10 des statuts ;
- En cas de mésentente grave avec les autres associés de nature à porter préjudice au bon fonctionnement de la Société.

Dès qu'il a connaissance de la survenance de l'un des deux événements cités ci-dessus et au plus tard à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa notification expresse par l'un des associés, le Président convoque dans les quinze jours les actionnaires et les invite à se prononcer sur l'exclusion de l'actionnaire concerné. L'associé concerné par l'exclusion éventuelle peut prendre part au vote et ses voix sont prises en compte pour le calcul de la majorité. La décision des associés lui est notifiée dans le délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision d'exclusion entraîne pour l'associé exclu l'obligation de céder ses actions et pour les autres associés l'obligation de les racheter. Ce rachat devant intervenir dans les trois mois suivant la décision d'exclusion.

A défaut d'accord amiable sur la répartition entre les associés desdites actions, elle sera effectuée en proportion de leur participation au capital de la Société. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions à acheter, le Président pourra les faire acheter par toute personne qu'il désignera, en fonction des demandes reçues ou pourra les faire racheter par la Société qui devra les céder dans le délai de six mois ou les annuler.

Si à l'expiration du délai imparti pour le rachat des actions de l'associé exclu et le paiement du prix de cession, la cession n'a pas été réalisée du fait de la Société ou si le prix n'a pas été versé, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

La cession des actions de l'associé exclu pourra être régularisée, en cas de résistance de celui-ci, par le Président de la Société sur sa seule signature.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il sera fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil. Le prix sera payé comptant.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non-pécuniaires de l'associé concerné seront suspendus, ses droits pécuniaires sont maintenus jusqu'au rachat effectif de ses actions.

Article 12 – Cessions d'actions

A. Principes de la cession

Les cessions consenties par l'associé unique sont libres, sous réserve de dispositions contraires figurant dans les statuts de sociétés filiales du Holding Financier Jean Goujon.

En cas de pluralité d'actionnaires, toute opération de transmission d'actions, notamment cession, donation, succession, apport à société, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales s'effectue librement entre actionnaires, descendants, sous réserve de dispositions complémentaires figurant dans un pacte d'associés.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions, à titre gratuit ou à titre onéreux sont soumises à l'agrément préalable de la Société et au droit de préemption des autres actionnaires, dans les conditions décrites ci-dessous.

Sous réserve des paragraphes ci-dessus, les dispositions de l'article 12 B. sont notamment applicables dans les situations suivantes :

- Toute cession d'actions résultant d'adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément.
- Toute cession et/ou renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription ou au droit d'attribution en cas d'augmentation du capital social.
- Tout apport à une personne morale (apports partiels d'actif, fusions, scissions).
- Toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.
- Plus généralement tout mode de cessions d'actions à titre gratuit et à titre onéreux, et toute autre opération entraînant ou pouvant entraîner l'entrée dans la Société de nouveaux actionnaires et notamment en cas de nantissement d'actions.
- Enfin, toute cession des titres d'une société associée de la Société Holding Financier Jean Goujon entraînant un changement dans le contrôle de la Société associée au sens de l'article L 233-3 du code de commerce. Chaque société associée devra inscrire cette mention dans ses statuts et justifier de sa réalisation par la production d'un exemplaire modifié de ceux-ci.

Toutefois, si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessous en cas de cession d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Au cas où les statuts d'une Société filiale du Holding Financier Jean Goujon ou dans laquelle le Holding Financier Jean Goujon détiendrait une participation qui comporterait une clause d'agrément ou de préemption en cas de changement de contrôle de la Société Holding Financier Jean Goujon, les actionnaires du Holding Financier Jean Goujon

s'engagent d'ores et déjà aux termes des présents statuts à ne pas procéder à une cession de leurs actions du Holding Financier Jean Goujon sans avoir au préalable obtenu l'agrément et le cas échéant épuisé le droit de préemption prévu dans les statuts de la Société concernée.

B. Modalités de l'agrément

Le cédant doit adresser au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, si le cessionnaire est une personne physique.

Si le cessionnaire est une personne morale, la demande d'agrément doit indiquer la dénomination, la forme juridique, le siège social, le numéro RCS, l'identité des dirigeants, le montant et la répartition du capital de la Société, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Président notifie rapidement cette demande d'agrément aux actionnaires. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

A compter de cette notification, les actionnaires bénéficient d'un droit de préemption qui s'exerce dans les conditions précisées ci-dessous.

a. Droit de préemption

En exerçant leur droit de préemption, les associés peuvent acquérir en priorité les actions de la Société dont la cession est envisagée par un actionnaire cédant.

Les bénéficiaires du droit de préemption disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification effectuée par le Président pour faire connaître au cédant leur décision par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucun bénéficiaire n'exerce son droit de préemption, le tiers pressenti par le cédant pour la cession de ses actions doit faire l'objet d'un agrément dans les conditions du 2. ci-dessous.

Chaque bénéficiaire qui exerce son droit de préemption l'exerce sur la totalité des actions dont la cession est projetée.

La notification de la décision d'exercer le droit de préemption vaudra engagement irrévocable de se porter acquéreur des titres préemptés dans les trois mois de cette notification.

Si plusieurs associés sollicitent l'exercice de leur droit de préemption, la répartition des actions qui font l'objet de la cession, se fera en fonction des parts détenues par chacun des associés ayant exercé leur droit par rapport au nombre total de parts détenues par l'ensemble des associés ayant exercé leur droit. A défaut de l'envoi de la notification de l'exercice de la préemption dans le délai d'un mois, les bénéficiaires sont réputés avoir renoncé à leur droit de préemption pour la cession en cause.

A défaut d'accord des bénéficiaires du droit de préemption sur le prix mentionné dans la notification de cession, le prix des actions préemptées sera déterminé par un expert

conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Président.

Les frais d'expertise seront supportés en totalité par la partie qui aura provoqué l'expertise.

Le prix devra être déterminé par l'expert au moins quinze jours avant la fin du délai de trois mois prévu ci-dessous. Si le prix déterminé par l'expert est inférieur au prix mentionné dans la notification de cession, le cédant dispose de quinze jours à compter de l'évaluation de l'expert pour faire savoir par lettre recommandée avec accusé de réception s'il renonce à la cession projetée.

La cession des parts devra être réalisée dans les trois mois suivants la date de notification de l'exercice du droit de préemption par l'inscription au registre des mouvements et par le paiement du prix. Si, à l'expiration de ce délai, la cession n'a pas été réalisée ou si le prix n'a pas été versé, les bénéficiaires de la préemption sont réputés avoir renoncé à leurs droits et le tiers initialement pressenti pour la cession des titres est réputé agréé au sens de l'article 12 B. 2) des statuts.

b. Agrément de la cession

La procédure d'agrément est mise en œuvre dans les quinze jours suivant la fin de la période d'exercice du droit de préemption lorsque aucun bénéficiaire du droit de préemption n'a manifesté la volonté d'acquérir les actions cédées.

La décision d'agrément est prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés. Elle n'a pas à être motivée, le cédant ne prenant pas part au vote.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de réponse dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, la Société est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du ou des acquéreurs au prorata du nombre d'actions acquises. S'il vient à renoncer au rachat après désignation de l'expert, l'actionnaire cédant supporte la totalité des frais et honoraires d'expertise.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, la Société n'a pas racheté ou fait acheter ses parts, elle est réputée avoir accepté l'agrément en dépit du refus initialement opposé. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire étant dûment appelés.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par la Société est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession qui n'est pas productif d'intérêts.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 10 à 12 ci-dessus sont nulles.

Article 13 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées, par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Article 14 – Nue-propriété et usufruit d'actions

A. Droit de vote

Le droit de vote attaché aux titres dont la propriété est démembrée est exercé par le nu-propriétaire seul. L'usufruitier ne pourra voter que pour les délibérations concernant l'affectation des bénéfices.

Néanmoins, le nu-propriétaire et l'usufruitier, même s'ils ne disposent pas du droit de vote en application des dispositions ci-dessus, bénéficieront des mêmes informations concernant le fonctionnement de la Société et les décisions collectives auxquelles ils devront être appelés à participer, dans les mêmes formes et délais, et auxquelles ils pourront participer, sans voix délibérative. Ils seront dans les mêmes conditions informés des consultations écrites et appelé aux actes constatant des décisions sociales

B. Exercice du droit préférentiel de souscription

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, selon les dispositions suivantes :

- L'exercice du droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent à l'usufruitier.
- L'usufruitier est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.
- Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a pas demandé cette attribution, ni vendu les droits un mois après le début des opérations d'attribution.

En cas de négligence de l'usufruitier dans l'un des deux cas mentionnés ci-dessus, le nu-proprétaire pourra se substituer à l'usufruitier pour exercer, ou céder le droit de souscription, ou le droit d'attribution.

En cas de vente du droit de souscription ou d'attribution par l'usufruitier ou le nu-proprétaire, le produit de la vente ou les biens acquis au moyen de ces sommes seront soumis à usufruit.

C. Propriété des actions nouvelles

Lorsque l'usufruitier ou le nu-proprétaire exercent le droit d'attribution des actions gratuites, celles-ci appartiennent à l'usufruitier pour l'usufruit et au nu-proprétaire pour la nue-proprété.

Lorsque l'usufruitier exerce son droit préférentiel de souscription et que le nu-proprétaire manifeste la volonté de financer conjointement la souscription, les actions appartiennent à l'usufruitier pour l'usufruit et au nu-proprétaire pour la nue-proprété pour autant que le financement se fasse, soit par remploi de sommes issues d'un compte démembré, soit par l'usufruitier d'une part et le nu-proprétaire d'autre part, chacun à proportion de la valeur de l'usufruit et de la nue-proprété, calculée sur la base de l'âge de l'usufruitier au jour du paiement en application de l'article 762 du CGI.

La même solution s'applique lorsque c'est le nu-proprétaire qui a exercé le droit préférentiel de souscription et que l'usufruitier souhaite participer au financement de la souscription.

Article 15 – Présidence de la Société

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La gouvernance de la Société peut être complétée et précisée par tout pacte d'actionnaires.

A. Nomination du Président

Le premier Président est Monsieur Edouard de Rothschild demeurant à Paris (75007) 9, rue de Lille.

En cas de démission, de décès ou d'empêchement du premier Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, son successeur est dûment nommé par décision collective des actionnaires prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés ou au sein d'un pacte d'associés.

La durée de la fonction de Président est de six ans renouvelables.

B. Statut du Président

a. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées, ceci n'ayant pas pour effet de limiter sa responsabilité vis-à-vis des tiers.

b. Rémunération

En raison, de ses fonctions, le Président a droit à une rémunération distincte de la part des bénéfices qui pourraient lui revenir s'il a la qualité d'actionnaire.

Cette rémunération est fixée et modifiée par la décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés, en ce compris les siennes.

Le montant de cette rémunération est porté en frais généraux.

Le Président pourra sur justificatif obtenir le remboursement des dépenses engagées dans l'intérêt de la Société.

c. Révocation

Le Président est révocable par décision collective des actionnaires prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés, en ce compris les siennes.

Article 16 – Commissaire aux comptes

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires ou par l'associé unique.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Le commissaire aux comptes est convoqué aux assemblées dans les mêmes conditions que les actionnaires ou que l'associé unique non-président. Lorsque le commissaire aux

comptes doit établir un rapport tout document utile doit être tenu à sa disposition au siège social ou lui être envoyé sur demande faite au président dans un délai raisonnable précédant l'assemblée générale ou la décision de l'associé unique non-président.

Si l'associé unique est président de la Société, il devra informer le commissaire aux comptes en temps utile afin que le commissaire aux comptes puisse accomplir convenablement sa mission.

Article 17 – Conventions entre la Société et les dirigeants

A. Conventions interdites

Il est interdit à peine de nullité au Président personne physique de la Société, aux dirigeants personnes physiques des personnes morales dirigeants de la Société ainsi qu'aux descendants, ascendants et conjoints de ces personnes physiques :

- De contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société.
- De se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement.
- De faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

B. Conventions sur des opérations courantes conclues à des conditions normales

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées par le Président pour information au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les personnes concernées par cette obligation sont celles visées au paragraphe C. 2. al. 1 ci-dessous.

C. Autres conventions

a. L'associé est unique

Il est simplement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, sans qu'un rapport du commissaire aux comptes ne soit nécessaire.

Lorsque l'associé unique n'est pas Président, ces conventions seront soumises à l'autorisation préalable de l'actionnaire unique. L'autorisation de l'actionnaire unique doit faire l'objet d'une inscription sur le registre des décisions. Elle ne saurait découler de son silence.

b. Pluralité d'actionnaires

Le Président informe dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce.

Le commissaire aux comptes rédige un rapport, appelé « rapport spécial » qui est envoyé aux actionnaires dans les conditions prévues à l'article 20 des présents statuts, soit en même temps que les convocations. L'assemblée annuelle d'approbation des comptes statue sur les conventions réglementées et l'actionnaire intéressé ne participe pas au vote.

Article 18 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport.

Les comptes annuels de la Société ainsi que le rapport de gestion doivent être communiqués au commissaire aux comptes et le cas échéant au comité d'entreprise dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts, soit dans un délai raisonnable précédant l'assemblée générale ou la décision de l'associé unique. Le commissaire aux comptes rédige un rapport appelé « rapport général » qui doit être communiqué aux actionnaires ou à l'associé unique non-président dans les conditions prévues à l'article 20 des présents statuts, soit huit jours avant la tenue de l'assemblée d'approbation des comptes ou de la décision de l'associé unique visant à approuver les comptes.

Dans les conditions prévues à l'article 19, les associés par décision collective ou l'associé unique approuvent les comptes annuels et l'affectation du résultat de l'exercice social, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 19 – Décisions collectives des actionnaires

A. Compétences des actionnaires en cas de pluralité d'actionnaires

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats
- Distribution des réserves, prime d'émission
- Distribution d'acomptes sur dividendes
- Prorogation de la durée de la Société
- Nomination et révocation du Président
- Fixation de la rémunération annuelle du Président
- Nomination des commissaires aux comptes
- Dissolution et liquidation de la Société
- Augmentation et réduction du capital
- Fusion, scission et apport partiel d'actif
- Agrément des cessions d'actions
- Exclusion d'un associé
- Émission de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions

- Toutes modifications statutaires

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

B. Prise de décisions en cas de pluralité d'actionnaires

La collectivité des actionnaires pourra être invitée à statuer sur toutes les décisions relevant de sa compétence sur l'initiative du Président.

Si le Président ne procède pas à la convocation des actionnaires, un groupe d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social peut convoquer une assemblée générale

Les décisions qui doivent être prises collectivement résultent, au choix de la (des) personne(s) à l'initiative de la consultation, d'une réunion, d'une consultation écrite (par tous moyens, y compris courrier électronique ou télécopie), ou encore d'un acte sous seing privé, devant être signée par tous les actionnaires (ou leurs représentants).

Une réunion peut être tenue physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence.

En cas de consultation écrite, le Président ou la (les) personne(s) à l'initiative de la consultation adresse(nt) au moyen de tout support écrit au siège social ou au domicile de chacun des actionnaires, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires. Ces derniers disposent d'un délai de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote au Président. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant voté contre les résolutions proposées.

En cas de réunion, que ce soit physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence, la convocation est faite 8 jours au moins à l'avance, au moyen de tout support écrit, et adressée au siège social ou au domicile de chacun des actionnaires avec mention de l'ordre du jour et des jours et heure de la réunion ainsi que toute information nécessaire pour que l'associé puisse se rendre ou participer à la réunion. Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, ou participent à la réunion, celle-ci peut valablement avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

Les décisions prévues à l'article L 227-19 du code de commerce requièrent l'unanimité des associés. A titre indicatif, ces décisions sont celles concernant la modification des clauses prévoyant :

- L'inaliénabilité des actions
- L'agrément des cessions d'actions y compris dans le cas de la renonciation ou de la suppression du droit préférentiel de souscription
- L'exclusion d'un actionnaire
- La suspension des droits de vote ou l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié
- La suspension des droits de vote ou l'exclusion d'une Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution

La révocation du Président est également décidée à l'unanimité des actionnaires et à tout moment sans qu'il soit nécessaire de démontrer l'existence de justes motifs, sauf dispositions contraires contenues au sein d'un pacte d'actionnaires.

Les autres décisions collectives sont adoptées à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés sauf dispositions contraires des présents statuts. Aucun quorum n'est requis.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. En cas d'absence, elle désigne en son sein un Président. L'assemblée désigne également un secrétaire à chaque réunion qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de décision signé par le Président de l'assemblée. Le procès-verbal est porté dans un registre côté et paraphé.

Le procès-verbal de décisions mentionne la mise à disposition préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Les droits de vote de tous les actionnaires peuvent être confiés au même mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le Président de l'assemblée ou par le Secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

C. Prise de décisions de l'associé unique

Si la Société vient à ne comprendre qu'un seul associé, les décisions visées au paragraphe A du présent article sont de la compétence de l'associé unique.

L'associé unique non-président pourra être invité à statuer sur toutes les décisions relevant de sa compétence sur l'initiative du Président.

Les décisions qui doivent être prises résultent, au choix du Président, d'une réunion, d'une consultation écrite (par tous moyens, y compris courrier électronique ou télécopie), ou encore d'un acte sous seing privé, devant être signée par l'associé unique.

Une réunion peut être tenue physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence.

En cas de consultation écrite, le Président adresse au moyen de tout support écrit au siège social ou au domicile de l'associé unique non-président, le texte des décisions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information de l'associé unique. Ce dernier dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir son vote au Président. S'il n'a pas répondu dans le délai ci-dessus il sera considéré comme ayant voté contre les décisions proposées.

En cas de réunion, que ce soit physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence, la convocation est faite 8 jours au moins à l'avance, au moyen de tout support écrit, et adressée au siège social ou de l'associé unique non-président avec mention de l'ordre du jour et des jours et heure de la réunion ainsi que toute information nécessaire

pour que l'associé unique puisse se rendre ou participer à la réunion. Dans le cas où l'associé unique non-président est présent ou représenté, ou participe à la réunion, celle-ci peut valablement avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

Si l'associé unique est président, aucun formalisme particulier n'est à respecter.

Article 20 – Information des associés

Pour toute décision collective ou toute décision de l'associé unique non-président, l'ordre du jour et le texte des résolutions sont envoyés aux actionnaires ou à l'associé unique non-président avec la convocation, soit huit jours avant la date prévue de l'assemblée ou de la décision de l'associé unique, et sous la même forme que celle-ci.

Tout autre document nécessaire à l'information des actionnaires est mis à leur disposition au siège social de la Société ou leur est envoyé sur demande faite au président huit jours au moins avant la tenue de l'assemblée ou la décision de l'associé unique.

Pour l'assemblée annuelle d'approbation des comptes ou la décision de l'associé unique non-président visant à approuver tes comptes en particulier, les documents nécessaires à l'information des actionnaires seront tenus à leur disposition au siège social ou leur seront envoyés sur demande faite au président, huit jours au moins avant la tenue de l'assemblée ou la décision de l'associé unique non-président.

Si l'associé unique est également président de la Société les dispositions du présent article ne s'appliquent pas.

Article 21 – Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 22 – Affectation des résultats

Le bénéfice distribuable, déterminé conformément à la loi, est à ta disposition de l'assemblée générale ou de l'associé unique pour, sur proposition du Président, être en totalité ou en partie réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale ou l'associé unique ont la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 23 – Transformation de la Société

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Le cas échéant, l'assemblée des obligataires doit approuver le projet de transformation, à défaut de quoi la Société devra offrir aux obligataires de les rembourser à leur demande.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'unanimité des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'unanimité des associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée à l'unanimité des voix des associés présents et représentés, c'est à dire dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est décidée à l'unanimité des voix des associés présents et représentés.

Sous réserve de la modification de l'article L 224-3 du code de commerce, toute transformation de la Société en une autre forme de société par actions nécessite l'intervention d'un commissaire à la transformation.

Article 24 – Dissolution – Liquidation

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux articles 210-1 et suivants du code de commerce (ancienne loi n ° 66-537 du 24 juillet 1966) et aux décrets pris pour leur application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*** * ***

DEUXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales

Les Actionnaires décident de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de la présente résolution à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité ou dépôts prescrits par la loi ou les règlements.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

À Paris, le 27 avril 2023.

DocuSigned by:
Edouard de Rothschild
21099DEF1BD6415...

Monsieur Edouard de Rothschild
Président

DocuSigned by:
Jean Mirat
62691014EA074FF...

Monsieur Jean Mirat
Scrutateur et Secrétaire

DocuSigned by:
Edouard de Rothschild
21099DEF1BD6415...

Mademoiselle Aliénor de Rothschild
Représentée par Monsieur Edouard de Rothschild

DocuSigned by:
Edouard de Rothschild
21099DEF1BD6415...

Monsieur David de Rothschild
Représenté par Monsieur Edouard de Rothschild

DocuSigned by:
Edouard de Rothschild
21099DEF1BD6415...

Monsieur Ferdinand de Rothschild
Représenté par Monsieur Edouard de Rothschild

DocuSigned by:
Edouard de Rothschild
21099DEF1BD6415...

Monsieur Louis de Rothschild
Représenté par Monsieur Edouard de Rothschild

HOLDING FINANCIER JEAN GOUJON
Société par actions simplifiée au capital de EUR 47 872
Siège social : 3, rue de Messine, 75008 Paris
342 889 326 RCS Paris

STATUTS

(mis à jour par décisions du Président en date du 27 avril 2023)

Certifiés conforme

DocuSigned by:

Edouard de Rothschild

21099DEF1BD6415...

M. Edouard de Rothschild
Président

HOLDING FINANCIER JEAN GOUJON

Société par actions simplifiée au capital de EUR 47 872

Siège social : 3, rue de Messine, 75008 Paris

342 889 326 RCS Paris

Article 1 – Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles L.227-1 et suivants du Code de commerce et leurs textes d'application, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut pas faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Objet

La société (la « Société ») a pour objet toutes activités de caractère financier directement ou par l'intermédiaire de tiers, pour elle-même ou pour le compte de tiers.

La Société pourra également participer, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou toute autre forme de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements. Enfin, elle pourra procéder également au dépôt, à l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques ou brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 – Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale : « Holding Financier Jean Goujon » ou en abrégé « HFJG ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à Paris (75008) 3, rue de Messine.

Il peut être transféré en tous lieux par décision du Président.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire, la décision de transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision collective des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Article 6 – Capital social

Le capital est fixé à la somme de EUR 47 872 (quarante-sept mille huit cent soixante-douze euros), divisé en 2 992 (deux mille neuf cent quatre-vingt-douze) actions de EUR 16 (seize euros) de valeur nominale chacune, toutes de numéraire et entièrement libérées.

Article 7 – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous, en cas de silence des statuts, les dispositions légales s'appliquent.

A. Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise à l'unanimité des voix des associés présents et représentés, ou par décision de l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 19 des présents statuts. Le rapport du Président est tenu à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'augmentation de capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

L'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation. Elle statue sur rapport du Président et sur celui des commissaires aux comptes à peine de nullité.

En cas de suppression ou de renonciation au droit préférentiel de souscription, les règles posées par les articles 10 à 12 seront applicables de plein droit.

Sauf dérogations légales, le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts. Le Président doit présenter à l'assemblée un rapport contenant les indications suivantes :

- motifs de l'augmentation de capital ; et
- marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours et si l'assemblée annuelle d'approbation des comptes n'a pas encore été tenue, pendant l'exercice précédent.

Un rapport spécial du commissaire aux comptes est requis en cas de suppression du droit préférentiel de souscription.

Le commissaire aux comptes doit également présenter un rapport lors des assemblées appelées à statuer sur des opérations qui constituent des augmentations de capital différées.

Si l'augmentation du capital procède d'un apport en nature ou si elle donne lieu à l'attribution d'avantages particuliers, le commissaire aux comptes devra présenter un rapport spécial à l'assemblée.

Ces rapports sont tenus à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée appelée à statuer sur l'augmentation de capital.

B. Réduction de capital

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des actionnaires à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés. Elle peut déléguer au Président tout pouvoir pour la réaliser. En aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en une Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le projet de réduction du capital social est communiqué aux commissaires aux comptes suffisamment à l'avance.

Les commissaires aux comptes doivent présenter à l'assemblée générale un rapport dans lequel ils font connaître leur appréciation sur les causes et les conditions de l'opération. Il leur appartient aussi de vérifier que l'égalité entre actionnaires a bien été respectée.

Ce rapport est tenu à la disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée appelée à statuer sur la réduction de capital.

Lorsque le Président réalise l'opération sur délégation de l'assemblée, il en dresse procès-verbal et procède à la modification corrélative des statuts.

S'il existe des actions de plusieurs catégories, il faut réunir des assemblées spéciales groupant les actionnaires dont les droits sont diminués par l'effet de la réduction.

Article 8 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la Société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 9 – Modalités de la transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Elles demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les actions sont librement négociables sous réserve des dispositions des articles 10 à 12 des présents statuts. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 10 – Information en cas de changement de contrôle d'un associé

En présence d'associés personnes morales, elles auront l'obligation d'annexer aux présents statuts une note contenant les informations sur le montant de leur capital, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés ou actionnaires et tous éléments juridiques permettant de déterminer l'associé ou actionnaire ou le groupe d'associés ou d'actionnaires détenant le contrôle de la personne morale.

Toute modification de ces données devra être notifiée par l'associé concerné au Président de la Société dans le délai de quinze jours. Si ces modifications entraînent un changement dans le contrôle de la Société associée au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, la cession de ses parts doit faire l'objet d'un agrément par la Société Holding Financier Jean Goujon dans les conditions de l'article 12 B. des statuts.

Si l'associé personne morale manque à son devoir d'information, et en cas de défaut d'agrément la Société peut mettre en œuvre à son égard une procédure d'exclusion. Les modalités applicables en cas d'exclusion d'un associé sont fixées à l'article 11 des statuts.

Article 11 – Exclusion d'un associé

Un associé pourra être exclu de la Société et tenu de céder la totalité de ses actions par décision prise à l'unanimité des voix dans deux hypothèses :

- Lorsqu'il n'aura pas respecté l'obligation d'information ou en cas de défaut d'agrément prévus à l'article 10 des statuts ;
- En cas de mésentente grave avec les autres associés de nature à porter préjudice au bon fonctionnement de la Société.

Dès qu'il a connaissance de la survenance de l'un des deux événements cités ci-dessus et au plus tard à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa notification expresse par l'un des associés, le Président convoque dans les quinze jours les actionnaires et les invite à se prononcer sur l'exclusion de l'actionnaire concerné. L'associé concerné par l'exclusion éventuelle peut prendre part au vote et ses voix sont prises en compte pour le calcul de la majorité. La décision des associés lui est notifiée dans le délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision d'exclusion entraîne pour l'associé exclu l'obligation de céder ses actions et pour les autres associés l'obligation de les racheter. Ce rachat devant intervenir dans les trois mois suivant la décision d'exclusion.

A défaut d'accord amiable sur la répartition entre les associés desdites actions, elle sera effectuée en proportion de leur participation au capital de la Société. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions à acheter, le Président pourra les faire acheter par toute personne qu'il désignera, en fonction des demandes reçues ou pourra les faire racheter par la Société qui devra les céder dans le délai de six mois ou les annuler.

Si à l'expiration du délai imparti pour le rachat des actions de l'associé exclu et le paiement du prix de cession, la cession n'a pas été réalisée du fait de la Société ou si le prix n'a pas été versé, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

La cession des actions de l'associé exclu pourra être régularisée, en cas de résistance de celui-ci, par le Président de la Société sur sa seule signature.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il sera fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil. Le prix sera payé comptant.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non-pécuniaires de l'associé concerné seront suspendus, ses droits pécuniaires sont maintenus jusqu'au rachat effectif de ses actions.

Article 12 – Cessions d'actions

A. Principes de la cession

Les cessions consenties par l'associé unique sont libres, sous réserve de dispositions contraires figurant dans les statuts de sociétés filiales du Holding Financier Jean Goujon.

En cas de pluralité d'actionnaires, toute opération de transmission d'actions, notamment cession, donation, succession, apport à société, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales s'effectue librement entre actionnaires, descendants, sous réserve de dispositions complémentaires figurant dans un pacte d'associés.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions, à titre gratuit ou à titre onéreux sont soumises à l'agrément préalable de la Société et au droit de préemption des autres actionnaires, dans les conditions décrites ci-dessous.

Sous réserve des paragraphes ci-dessus, les dispositions de l'article 12 B. sont notamment applicables dans les situations suivantes :

- Toute cession d'actions résultant d'adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément.
- Toute cession et/ou renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription ou au droit d'attribution en cas d'augmentation du capital social.
- Tout apport à une personne morale (apports partiels d'actif, fusions, scissions).
- Toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.
- Plus généralement tout mode de cessions d'actions à titre gratuit et à titre onéreux, et toute autre opération entraînant ou pouvant entraîner l'entrée dans la Société de nouveaux actionnaires et notamment en cas de nantissement d'actions.
- Enfin, toute cession des titres d'une société associée de la Société Holding Financier Jean Goujon entraînant un changement dans le contrôle de la Société associée au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce. Chaque société associée devra inscrire cette mention dans ses statuts et justifier de sa réalisation par la production d'un exemplaire modifié de ceux-ci.

Toutefois, si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessous en cas de cession d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Au cas où les statuts d'une Société filiale du Holding Financier Jean Goujon ou dans laquelle le Holding Financier Jean Goujon détiendrait une participation qui comporterait une clause d'agrément ou de préemption en cas de changement de contrôle de la Société Holding Financier Jean Goujon, les actionnaires du Holding Financier Jean Goujon s'engagent d'ores et déjà aux termes des présents statuts à ne pas procéder à une cession de leurs actions du Holding Financier Jean Goujon sans avoir au préalable obtenu l'agrément et le cas échéant épuisé le droit de préemption prévu dans les statuts de la Société concernée.

B. Modalités de l'agrément

Le cédant doit adresser au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, si le cessionnaire est une personne physique.

Si le cessionnaire est une personne morale, la demande d'agrément doit indiquer la dénomination, la forme juridique, le siège social, le numéro RCS, l'identité des dirigeants, le montant et la répartition du capital de la Société, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Président notifie rapidement cette demande d'agrément aux actionnaires. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

A compter de cette notification, les actionnaires bénéficient d'un droit de préemption qui s'exerce dans les conditions précisées ci-dessous.

a. Droit de préemption

En exerçant leur droit de préemption, les associés peuvent acquérir en priorité les actions de la Société dont la cession est envisagée par un actionnaire cédant.

Les bénéficiaires du droit de préemption disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification effectuée par le Président pour faire connaître au cédant leur décision par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucun bénéficiaire n'exerce son droit de préemption, le tiers pressenti par le cédant pour la cession de ses actions doit faire l'objet d'un agrément dans les conditions du 2. ci-dessous.

Chaque bénéficiaire qui exerce son droit de préemption l'exerce sur la totalité des actions dont la cession est projetée.

La notification de la décision d'exercer le droit de préemption vaudra engagement irrévocable de se porter acquéreur des titres préemptés dans les trois mois de cette notification.

Si plusieurs associés sollicitent l'exercice de leur droit de préemption, la répartition des actions qui font l'objet de la cession, se fera en fonction des parts détenues par chacun des associés ayant exercé leur droit par rapport au nombre total de parts détenues par l'ensemble des associés ayant exercé leur droit. A défaut de l'envoi de la notification de l'exercice de la préemption dans le délai d'un mois, les bénéficiaires sont réputés avoir renoncé à leur droit de préemption pour la cession en cause.

A défaut d'accord des bénéficiaires du droit de préemption sur le prix mentionné dans la notification de cession, le prix des actions préemptées sera déterminé par un expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Président.

Les frais d'expertise seront supportés en totalité par la partie qui aura provoqué l'expertise.

Le prix devra être déterminé par l'expert au moins quinze jours avant la fin du délai de trois mois prévu ci-dessous. Si le prix déterminé par l'expert est inférieur au prix mentionné dans la notification de cession, le cédant dispose de quinze jours à compter de l'évaluation de l'expert pour faire savoir par lettre recommandée avec accusé de réception s'il renonce à la cession projetée.

La cession des parts devra être réalisée dans les trois mois suivants la date de notification de l'exercice du droit de préemption par l'inscription au registre des mouvements et par le paiement du prix. Si, à l'expiration de ce délai, la cession n'a pas été réalisée ou si le prix n'a pas été versé, les bénéficiaires de la préemption sont réputés avoir renoncé à leurs droits et le tiers initialement pressenti pour la cession des titres est réputé agréé au sens de l'article 12 B. 2) des statuts.

b. Agrément de la cession

La procédure d'agrément est mise en œuvre dans les quinze jours suivant la fin de la période d'exercice du droit de préemption lorsque aucun bénéficiaire du droit de préemption n'a manifesté la volonté d'acquérir les actions cédées.

La décision d'agrément est prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés. Elle n'a pas à être motivée, le cédant ne prenant pas part au vote.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de réponse dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, la Société est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du ou des acquéreurs au prorata du nombre d'actions acquises. S'il vient à renoncer au rachat après désignation de l'expert, l'actionnaire cédant supporte la totalité des frais et honoraires d'expertise.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, la Société n'a pas racheté ou fait acheter ses parts, elle est réputée avoir accepté l'agrément en dépit du refus initialement opposé. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire étant dûment appelés.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par la Société est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession qui n'est pas productif d'intérêts.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 10 à 12 ci-dessus sont nulles.

Article 13 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées, par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Article 14 – Nue-propriété et usufruit d'actions

A. Droit de vote

Le droit de vote attaché aux titres dont la propriété est démembrée est exercé par le nu-propriétaire seul. L'usufruitier ne pourra voter que pour les délibérations concernant l'affectation des bénéfices.

Néanmoins, le nu-propriétaire et l'usufruitier, même s'ils ne disposent pas du droit de vote en application des dispositions ci-dessus, bénéficieront des mêmes informations concernant le fonctionnement de la Société et les décisions collectives auxquelles ils devront être appelés à participer, dans les mêmes formes et délais, et auxquelles ils pourront participer, sans voix délibérative. Ils seront dans les mêmes conditions informés des consultations écrites et appelé aux actes constatant des décisions sociales

B. Exercice du droit préférentiel de souscription

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, selon les dispositions suivantes :

- L'exercice du droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent à l'usufruitier.
- L'usufruitier est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a pas demandé cette attribution, ni vendu les droits un mois après le début des opérations d'attribution.

En cas de négligence de l'usufruitier dans l'un des deux cas mentionnés ci-dessus, le nu-proprétaire pourra se substituer à l'usufruitier pour exercer, ou céder le droit de souscription, ou le droit d'attribution.

En cas de vente du droit de souscription ou d'attribution par l'usufruitier ou le nu-proprétaire, le produit de la vente ou les biens acquis au moyen de ces sommes seront soumis à usufruit.

C. Propriété des actions nouvelles

Lorsque l'usufruitier ou le nu-proprétaire exercent le droit d'attribution des actions gratuites, celles-ci appartiennent à l'usufruitier pour l'usufruit et au nu-proprétaire pour la nue-proprété.

Lorsque l'usufruitier exerce son droit préférentiel de souscription et que le nu-proprétaire manifeste la volonté de financer conjointement la souscription, les actions appartiennent à l'usufruitier pour l'usufruit et au nu-proprétaire pour la nue-proprété pour autant que le financement se fasse, soit par emploi de sommes issues d'un compte démembré, soit par l'usufruitier d'une part et le nu-proprétaire d'autre part, chacun à proportion de la valeur de l'usufruit et de la nue-proprété, calculée sur la base de l'âge de l'usufruitier au jour du paiement en application de l'article 762 du CGI.

La même solution s'applique lorsque c'est le nu-proprétaire qui a exercé le droit préférentiel de souscription et que l'usufruitier souhaite participer au financement de la souscription.

Article 15 – Présidence de la Société

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La gouvernance de la Société peut être complétée et précisée par tout pacte d'actionnaires.

A. Nomination du Président

Le premier Président est Monsieur Edouard de Rothschild demeurant à Paris (75007) 9, rue de Lille.

En cas de démission, de décès ou d'empêchement du premier Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, son successeur est dûment nommé par décision collective des actionnaires prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés ou au sein d'un pacte d'associés.

La durée de la fonction de Président est de six ans renouvelables.

B. Statut du Président

a. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées, ceci n'ayant pas pour effet de limiter sa responsabilité vis-à-vis des tiers.

b. Rémunération

En raison, de ses fonctions, le Président a droit à une rémunération distincte de la part des bénéfices qui pourraient lui revenir s'il a la qualité d'actionnaire.

Cette rémunération est fixée et modifiée par la décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés, en ce compris les siennes.

Le montant de cette rémunération est porté en frais généraux.

Le Président pourra sur justificatif obtenir le remboursement des dépenses engagées dans l'intérêt de la Société.

c. Révocation

Le Président est révocable par décision collective des actionnaires prise à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés, en ce compris les siennes.

Article 16 – Commissaire aux comptes

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires ou par l'associé unique.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Le commissaire aux comptes est convoqué aux assemblées dans les mêmes conditions que les actionnaires ou que l'associé unique non-président. Lorsque le commissaire aux comptes doit établir un rapport tout document utile doit être tenu à sa disposition au siège social ou lui être envoyé sur demande faite au président dans un délai raisonnable précédant l'assemblée générale ou la décision de l'associé unique non-président.

Si l'associé unique est président de la Société, il devra informer le commissaire aux comptes en temps utile afin que le commissaire aux comptes puisse accomplir convenablement sa mission.

Article 17 – Conventions entre la Société et les dirigeants

A. Conventions interdites

Il est interdit à peine de nullité au Président personne physique de la Société, aux dirigeants personnes physiques des personnes morales dirigeants de la Société ainsi qu'aux descendants, ascendants et conjoints de ces personnes physiques :

- De contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société.
- De se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement.
- De faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

B. Conventions sur des opérations courantes conclues à des conditions normales

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées par le Président pour information au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les personnes concernées par cette obligation sont celles visées au paragraphe C. 2. al. 1 ci-dessous.

C. Autres conventions

a. L'associé est unique

Il est simplement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, sans qu'un rapport du commissaire aux comptes ne soit nécessaire.

Lorsque l'associé unique n'est pas Président, ces conventions seront soumises à l'autorisation préalable de l'actionnaire unique. L'autorisation de l'actionnaire unique doit faire l'objet d'une inscription sur le registre des décisions. Elle ne saurait découler de son silence.

b. Pluralité d'actionnaires

Le Président informe dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Le commissaire aux comptes rédige un rapport, appelé « rapport spécial » qui est envoyé aux actionnaires dans les conditions prévues à l'article 20 des présents statuts, soit en même temps que les convocations. L'assemblée annuelle d'approbation des comptes statue sur les conventions réglementées et l'actionnaire intéressé ne participe pas au vote.

Article 18 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport.

Les comptes annuels de la Société ainsi que le rapport de gestion doivent être communiqués au commissaire aux comptes et le cas échéant au comité d'entreprise dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts, soit dans un délai raisonnable précédant l'assemblée générale ou la décision de l'associé unique. Le commissaire aux comptes rédige un rapport appelé « rapport général » qui doit être communiqué aux actionnaires ou à l'associé unique non-président dans les conditions prévues à l'article 20 des présents statuts, soit huit jours avant la tenue de l'assemblée d'approbation des comptes ou de la décision de l'associé unique visant à approuver les comptes.

Dans tes conditions prévues à l'article 19, les associés par décision collective ou l'associé unique approuvent les comptes annuels et l'affectation du résultat de l'exercice social, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 19 – Décisions collectives des actionnaires

A. Compétences des actionnaires en cas de pluralité d'actionnaires

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats
- Distribution des réserves, prime d'émission
- Distribution d'acomptes sur dividendes
- Prorogation de la durée de la Société
- Nomination et révocation du Président
- Fixation de la rémunération annuelle du Président
- Nomination des commissaires aux comptes
- Dissolution et liquidation de la Société
- Augmentation et réduction du capital
- Fusion, scission et apport partiel d'actif
- Agrément des cessions d'actions
- Exclusion d'un associé
- Émission de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions
- Toutes modifications statutaires

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

B. Prise de décisions en cas de pluralité d'actionnaires

La collectivité des actionnaires pourra être invitée à statuer sur toutes les décisions relevant de sa compétence sur l'initiative du Président.

Si le Président ne procède pas à la convocation des actionnaires, un groupe d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social peut convoquer une assemblée générale

Les décisions qui doivent être prises collectivement résultent, au choix de la (des) personne(s) à l'initiative de la consultation, d'une réunion, d'une consultation écrite (par tous moyens, y compris courrier électronique ou télécopie), ou encore d'un acte sous seing privé, devant être signée par tous les actionnaires (ou leurs représentants).

Une réunion peut être tenue physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence.

En cas de consultation écrite, le Président ou la (les) personne(s) à l'initiative de la consultation adresse(nt) au moyen de tout support écrit au siège social ou au domicile de chacun des actionnaires, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires. Ces derniers disposent d'un délai de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote au Président. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant voté contre les résolutions proposées.

En cas de réunion, que ce soit physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence, la convocation est faite 8 jours au moins à l'avance, au moyen de tout support écrit, et adressée au siège social ou au domicile de chacun des actionnaires avec mention de l'ordre du jour et des jours et heure de la réunion ainsi que toute information nécessaire pour que l'associé puisse se rendre ou participer à la réunion. Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, ou participent à la réunion, celle-ci peut valablement avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

Les décisions prévues à l'article L 227-19 du code de commerce requièrent l'unanimité des associés. A titre indicatif, ces décisions sont celles concernant la modification des clauses prévoyant :

- L'inaliénabilité des actions
- L'agrément des cessions d'actions y compris dans le cas de la renonciation ou de la suppression du droit préférentiel de souscription
- L'exclusion d'un actionnaire
- La suspension des droits de vote ou l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié
- La suspension des droits de vote ou l'exclusion d'une Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution

La révocation du Président est également décidée à l'unanimité des actionnaires et à tout moment sans qu'il soit nécessaire de démontrer l'existence de justes motifs, sauf dispositions contraires contenues au sein d'un pacte d'actionnaires.

Les autres décisions collectives sont adoptées à l'unanimité des voix des actionnaires présents et représentés sauf dispositions contraires des présents statuts. Aucun quorum n'est requis.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. En cas d'absence, elle désigne en son sein un Président. L'assemblée désigne également un secrétaire à chaque réunion qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de décision signé par le Président de l'assemblée. Le procès-verbal est porté dans un registre côté et paraphé.

Le procès-verbal de décisions mentionne la mise à disposition préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Les droits de vote de tous les actionnaires peuvent être confiés au même mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le Président de l'assemblée ou par le Secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

C. Prise de décisions de l'associé unique

Si la Société vient à ne comprendre qu'un seul associé, les décisions visées au paragraphe A du présent article sont de la compétence de l'associé unique.

L'associé unique non-président pourra être invité à statuer sur toutes les décisions relevant de sa compétence sur l'initiative du Président.

Les décisions qui doivent être prises résultent, au choix du Président, d'une réunion, d'une consultation écrite (par tous moyens, y compris courrier électronique ou télécopie), ou encore d'un acte sous seing privé, devant être signée par l'associé unique.

Une réunion peut être tenue physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence.

En cas de consultation écrite, le Président adresse au moyen de tout support écrit au siège social ou au domicile de l'associé unique non-président, le texte des décisions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information de l'associé unique. Ce dernier dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir son vote au Président. S'il n'a pas répondu dans le délai ci-dessus il sera considéré comme ayant voté contre les décisions proposées.

En cas de réunion, que ce soit physiquement ou par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence, la convocation est faite 8 jours au moins à l'avance, au moyen de tout support écrit, et adressée au siège social ou de l'associé unique non-président avec mention de l'ordre du jour et des jours et heure de la réunion ainsi que toute information nécessaire pour que l'associé unique puisse se rendre ou participer à la réunion. Dans le cas où l'associé unique non-président est présent ou représenté, ou participe à la réunion, celle-ci peut valablement avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

Si l'associé unique est président, aucun formalisme particulier n'est à respecter.

Article 20 – Information des associés

Pour toute décision collective ou toute décision de l'associé unique non-président, l'ordre du jour et le texte des résolutions sont envoyés aux actionnaires ou à l'associé unique non-président avec la convocation, soit huit jours avant la date prévue de l'assemblée ou de la décision de l'associé unique, et sous la même forme que celle-ci.

Tout autre document nécessaire à l'information des actionnaires est mis à leur disposition au siège social de la Société ou leur est envoyé sur demande faite au président huit jours au moins avant la tenue de l'assemblée ou la décision de l'associé unique.

Pour l'assemblée annuelle d'approbation des comptes ou la décision de l'associé unique non-président visant à approuver tes comptes en particulier, les documents nécessaires à l'information des actionnaires seront tenus à leur disposition au siège social ou leur seront envoyés sur demande faite au président, huit jours au moins avant la tenue de l'assemblée ou la décision de l'associé unique non-président.

Si l'associé unique est également président de la Société les dispositions du présent article ne s'appliquent pas.

Article 21 – Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 22 – Affectation des résultats

Le bénéfice distribuable, déterminé conformément à la loi, est à ta disposition de l'assemblée générale ou de l'associé unique pour, sur proposition du Président, être en totalité ou en partie réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale ou l'associé unique ont la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 23 – Transformation de la Société

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Le cas échéant, l'assemblée des obligataires doit approuver le projet de transformation, à défaut de quoi la Société devra offrir aux obligataires de les rembourser à leur demande.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'unanimité des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'unanimité des associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée à l'unanimité des voix des associés présents et représentés, c'est à dire dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est décidée à l'unanimité des voix des associés présents et représentés.

Sous réserve de la modification de l'article L. 224-3 du code de commerce, toute transformation de la Société en une autre forme de société par actions nécessite l'intervention d'un commissaire à la transformation.

Article 24 – Dissolution – Liquidation

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux articles 210-1 et suivants du code de commerce (ancienne loi n ° 66-537 du 24 juillet 1966) et aux décrets pris pour leur application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.